

Le football d'élite roumain: une transition qui n'en finit pas

Description

Une faiblesse économique généralisée sur un marché désormais international, des institutions qui dysfonctionnent, des clubs instrumentalisés comme marchepied politique, la corruption toujours présente, le football roumain n'en a pas fini avec la transition.

Le football roumain connaît son âge d'or durant les années 1980 et 1990, Steaua Bucarest remportant la Coupe d'Europe des clubs champions en 1986 (aujourd'hui Champions League) et de nouveau finaliste en 1989, et l'équipe nationale se qualifiant trois fois pour la Coupe du monde (Italie 90, USA 94, France 98), éliminée en quart de finale lors de l'édition américaine. Depuis, le Mondial reste inaccessible, les clubs peinent dans les compétitions européennes. Une analyse institutionnelle et économique aide à comprendre cette situation.



Des institutions qui dysfonctionnent

Le site Web de la *Liga Profesionistă de Fotbal*[1] (LFP) semble révéler l'état de la Ligue, un organigramme (avec une fonction essentielle laissée vierge: directeur du marketing!), la composition de différentes commissions, des classements tronqués du championnat depuis 2005-06, des fiches clubs à peine renseignées, et pas de lien vers les sites des clubs. C'est une photographie de la réalité du football d'élite depuis quinze ans, après l'épuisement des effets de l'organisation du sport avec la fin du régime Ceaușescu en décembre 1989. Dans une recherche d'efficacité, l'organisation du sport au niveau de l'état a été plusieurs fois modifiée depuis la Loi n°69/2000, conduisant les structures sportives (d'abord de droit privé) à devenir plus indépendantes[2].

La *Liga Profesionistă de Fotbal*, qui prend ce nom le 22 janvier 1993, est une association autonome des clubs, subordonnée à la Fédération Roumaine de Football (FRF): elle organise le championnat, contrôle et exerce le pouvoir disciplinaire, négocie des droits commerciaux collectifs. Elle a été présidée de 1996 à 2013 par Dumitru Dragomir, lequel s'y était construit un pouvoir.

En novembre 2011, l'association des footballeurs amateurs et professionnels de Roumanie critique la lenteur de la LFP et la FRF, leur non-respect des règlements et le non-paiement des joueurs. À ces accusations viennent s'ajouter d'autres dysfonctionnements de la LFP concernant des points de pénalité, une rétrogradation et l'organisation de matches de barrage non prévus par le règlement[3].

Dans un contexte de haute corruption, relative à la sphère politico-administrative, le pouvoir et les ressources publiques sont utilisés à des fins personnelles, en particulier lors des privatisations

réalisées après la révolution. C'est le cas du riche et controversé George Becali, propriétaire du Steaua. Après le rachat en 2003 de 51% des parts d'un club aux millions de supporters, encouragé par les sondages, Becali investit le parti de la Nouvelle Génération (petite formation nationaliste de droite), s'allie avec Vadim Tudor, chef du Parti de la Grande Roumanie (*Partidul România Mare*) et devient député européen en 2009 (où il se fait remarquer pour son absentisme et sa faible activité). élu au Parlement roumain en 2012, il démissionne de son parti et son mandat prend fin avec sa condamnation en 2013. Bien que plusieurs fois accusé de corruption dans le football, il tombe pour l'achat de terrains de l'Armée dans les environs de la capitale dans les années 1990 avec l'aide de deux hauts gradés du ministère de la Défense et l'écologie, ainsi que les militaires en question, de trois ans de prison[4].

De faibles capacités économiques

La suprématie de la capitale constatée autrefois[5] n'est plus de mise, le championnat ayant été gagné par des clubs de province de 2008 à 2012 (CFR Cluj, Unirea Urziceni, Otelul Galati). Ainsi, la saga du CFR Cluj est exemplaire: en 2002, Arpad Paskany rachète le club en 3e division. Le finançant par millions, il déclare: «*Je suis prêt à investir un quart de ma fortune pour mettre sur pied la plus grosse équipe de l'histoire du football roumain*»[6]. Il recrute, le club accède à la *Liga 1* et gagne des titres (3 championnats, 3 coupes, 1 supercoupe). Ayant fait fortune en Allemagne dans l'immobilier, il édifie à Cluj (pour 140 millions d'euros) l'un des plus grands centres commerciaux du pays, fait agrandir la piste de l'aéroport pour désenclaver cette ville de 400.000 habitants, à sept heures de route de montagne de Bucarest. De nombreux sponsors étrangers tels Nokia ou Mercedes s'associent au club qui devient international: en 2013, sur 26 joueurs, 16 sont étrangers issus de neuf pays.

Les bouleversements subis par les pays d'Europe centrale et orientale ont produit de nombreuses désorganisations lors de la transition vers la démocratie et l'économie de marché. De fait, les résultats des clubs ont décliné au niveau européen, et seuls ceux de Russie et d'Ukraine, pays aux économies et démographies fortes, réussissent: CSKA Moscou, Zenith Saint-Petersbourg et Chaktiar Donetsk ont tous remporté l'*Europa League*.

Malgré la création d'un statut juridique professionnel, la libéralisation des contrats commerciaux (sponsors, droits TV), des contrats de travail et des transferts, qui ont instauré les conditions de l'économie de marché[7], certains handicaps à l'exode des talents, la criminalisation du mouvement sportif bloquent son développement. De plus, la taille modeste du marché dissuade les firmes étrangères d'investir faute de consommateurs: hormis Bucarest (2 millions d'habitants), aucune ville ne dépasse 400.000 habitants, certaines abritant parfois deux clubs rivaux (Brasov, Cluj-Napoca, Craiova, Ploiesti).

Cette modestie financière se constate par le chiffre d'affaires global des transferts de l'intersaison 2013, qui se monte à 23,53 millions d'euros pour la *Liga 1* [8]. Elle est due aussi à la faiblesse des affluences car, hormis Steaua (20.000 spectateurs en championnat), aucun club ne peut rivaliser avec les concurrents russes et ukrainiens, ou régionaux comme Olympiakos (Grèce), Galatasaray et Fenerbahçe (Turquie). Quant aux droits télévisifs (28 millions d'euros par an pour la période 2008-2011), ils sont éloignés de ceux de la Grèce (54 millions d'euros) et surtout de la Turquie (260 millions d'euros) [9]. Enfin, depuis 2010, la *Liga 1* est soutenue par la bière Bergenbier, mais après trois changements de sponsor en deux ans!

Cette situation conduit les clubs à recruter des joueurs étrangers de second rang, représentant 32% des effectifs de la *Liga 1*, parmi lesquels Portugais et Brésiliens sont nombreux (aucun des 9 Français présents n'a joué en Ligue 1), pour des salaires annuels de 84.000 à 96.000 euros (les meilleurs étrangers gagnant de 130.000 à 250.000 euros) [10]. Cependant, de nombreux clubs se trouvent dans une situation d'insolvabilité (trois en *Liga 1* et quatre en *Liga 2* en 2012-13), et la FIFPro a demandé, pour l'instant sans succès, au gouvernement roumain une modification de la loi sur l'insolvabilité tenant compte de la spécificité du sport. Ceci invite à l'émigration: en 2008, 44 Roumains jouaient dans les autres championnats européens [11]. Si, en 2004, on comptait 10 Roumains dans les cinq grands championnats (Allemagne, Angleterre, Espagne, France et Italie), ils sont 22 en 2013 (dont sept en France): les mensualités y sont attractives en dépit du coût de la vie (35.000 euros pour Bănel Nicolie à Saint-Tienne en 2011, 40.000 euros pour Alexandru Maxim à Stuttgart).

Des changements porteurs d'espoir?

Certaines évolutions sont encourageantes. En matière d'équipement, Bucarest dispose depuis 2011 d'un nouveau stade moderne de 55.000 places utilisé par la sélection roumaine, pour les finales de coupe nationale (et de l'*Europa League* 2012), et par Steaua lors des matchs européens.

L'ex-star du Steaua, Gheorghe Hagi (Real Madrid, FC Barcelone, Galatasaray), meneur de la sélection des années 1990, en nostalgique de l'ancien régime («*On est passé d'une société extrêmement organisée, codifiée, au néant organisationnel* [à?] *Avec la fin du communisme, toutes les structures anciennes qui fonctionnaient au niveau sportif ont été abolies, c'est une grosse erreur*» [12]), a créé son académie rattachée au Viitorul Constanța dont il est propriétaire. Même s'il forme des joueurs selon ses propres critères, l'expérience semble peu concluante, le club étant relégable. Cependant, le 14 novembre 2013, l'ancien international Gino Iorgulescu (49 sélections) a été élu président de la LFP (et vice-président de la FRF) en remplacement de Dumitru Dragomir. Une ère nouvelle s'ouvre peut-être!

Investi depuis la révolution par des hommes d'affaires aux fortunes rapides et parfois suspectes, instrumentalisé par certains pour une carrière politique dans des partis conservateurs d'extrême droite, miné par la corruption, le football roumain ne répond plus aux critères d'organisation et de gestion qui avaient fait sa réussite. Ses résultats sportifs internationaux (aucun club qualifié pour la seconde partie de la saison européenne) sont très éloignés de ceux de la Russie, de l'Ukraine, de la Grèce et de la Turquie. Sa faiblesse économique ne plaide pas en faveur d'un rétablissement rapide. Et aujourd'hui, dans une société traversée par

une crise de représentation, c'est la jeune tennismann Simona Halep qui s'est installée sur le trône, laissant vacant par les footballeurs, de leader émotionnel de la nation[13].

Notes :

[1] <http://www.lfp.ro>.

[2] Agentia natională pentru sport, *Anuarul sportului 2002*; Oana Rusu & Sorina Cenăianu, «Structural and Organizational Profile of Sport in Romania», in Claude Sobry (ed.), *Sports Governance in the World*, Vol.II, Paris, Le Manuscrit, 2012, pp.157-193.

[3] Selon le Syndicat international des footballeurs (www.fifpro.org): *FIFPro Black Book Eastern Europe*, 2012.

[4] Accusé d'avoir versé 1,7 million d'euros pour truquer un match afin de favoriser Steaua, le club sera suivi par l'UEFA durant cinq ans, *Courrier International*, 26 juin 2013. Lire aussi *Le Monde*, 27 avril 2012 et 23 mai 2013.

[5] Michel Raspaud & Radu Ababei, «Organisation et économie du football roumain», in Jean-Michel de Waele et Alexandre Husting (éd.), *Sport, politiques et sociétés en Europe centrale et orientale*. Bruxelles, Éditions de l'Université de Bruxelles, 2005, pp.17-41.

[6] *So Foot*, n°59, octobre 2008, pp.68-73.

[7] Jean-François Bourg & Jean-Jacques Gougnet, *Economie du sport*. Paris, La Découverte, 2001.

[8] <http://www.footballdatabase.eu>.

[9] Bastien Drut, *Economie du football professionnel*, Paris, La Découverte, 2011.

[10] *Demographic Study of Footballers in Europe 2008*. Neuchâtel, CIES.

[11] www.sofoot.com, 11 juin 2011.

[12] *So Foot*, n°108, été 2013, pp.60-64.

[13] *Gazeta Sporturilor*, citée par *Courrier international*, n°1202, 14-20 novembre 2013, p.12.

* Sociologue, professeur à l'Université Joseph Fourier – Grenoble I.

date création

17/02/2014

Champs de mots

Auteur-article : Michel RASPAUD*